



**Comité des Parties
de la Convention du Conseil de l'Europe
sur la lutte contre la traite des êtres humains**

**Recommandation CP(2014)10
sur la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe
sur la lutte contre la traite des êtres humains
par l'Azerbaïdjan**

*adoptée lors de la 14ème réunion du Comité des Parties
le 7 juillet 2014*

Le Comité des Parties de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (ci-après dénommée la « Convention »), agissant en vertu de l'article 38(7) de la Convention ;

Compte tenu de l'objet de la Convention, qui est de prévenir et combattre la traite des êtres humains, en garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes, de protéger les droits de la personne humaine des victimes de la traite, de concevoir un cadre complet de protection et d'assistance aux victimes et aux témoins, de mener des enquêtes et des poursuites efficaces concernant les infractions liées à la traite des êtres humains, et de promouvoir la coopération internationale ;

Gardant à l'esprit les dispositions de l'article 36(1) de la Convention concernant le rôle de suivi du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) dans la mise en œuvre de la Convention ;

Compte tenu des règles de procédure du Comité des Parties ;

Compte tenu de l'instrument de ratification déposé par l'Azerbaïdjan le 23 juin 2010 ;

Ayant examiné le rapport sur la mise en œuvre de la Convention par l'Azerbaïdjan, adopté par le GRETA lors de sa 19e réunion (17-21 mars 2014) dans le cadre du premier cycle d'évaluation ;

Ayant examiné les commentaires du Gouvernement de l'Azerbaïdjan sur le rapport du GRETA, soumis le 17 mai 2014 ;

Saluant les mesures de lutte contre la traite des êtres humains prises par les autorités de l'Azerbaïdjan, et en particulier :

- la création du Coordonnateur national sur la traite des êtres humains, du Groupe de travail sur la lutte contre la traite et de structures spécialisées dans la traite au sein de la police et du ministère public ;
- l'adoption et la mise à jour périodique d'une législation érigeant la traite en infraction et octroyant des droits aux victimes de la traite ;
- l'adoption de plans d'action globaux de lutte contre la traite ;
- les efforts déployés pour prévenir la traite des êtres humains au travers de la sensibilisation, de l'éducation et de la formation des professionnels concernés ;

- le développement d'un mécanisme national d'orientation pour les victimes de la traite des êtres humains et d'indicateurs pour leur identification ;
- la création du Centre d'assistance aux victimes de la traite ;

Prenant note des domaines où des actions complémentaires seraient nécessaires pour améliorer la mise en œuvre de la Convention par l'Azerbaïdjan, consistant notamment :

- à renforcer l'action de prévention et de lutte contre la traite aux fins d'exploitation par le travail, notamment dans les secteurs à risque tels que ceux de la construction, de l'agriculture et du travail domestique ;
- à développer la prévention au moyen de mesures sociales et économiques destinées aux groupes vulnérables à la traite, à garantir la déclaration de tous les individus aux services d'état civil et à décourager la demande de services fournis par des personnes victimes de la traite ;
- à prendre des mesures supplémentaires pour améliorer l'identification des victimes de la traite, en particulier en renforçant la contribution des ONG spécialisées et des autres acteurs de terrain dans l'identification, et à améliorer la détection des victimes de la traite parmi les enfants et les migrants irréguliers ;
- à renforcer les efforts pour fournir une assistance aux victimes de la traite et à faciliter leur réinsertion sociale, y compris en assurant un financement pour les mesures d'assistance fournies par les ONG ;
- à adopter des mesures supplémentaires pour faciliter l'accès des victimes à une indemnisation ;
- à prendre des mesures supplémentaires pour que les professionnels concernés, notamment les policiers, les procureurs et les juges, connaissent mieux la traite et les droits des victimes et y soient davantage sensibilisés, cela dans le but de garantir que les infractions relatives à la traite fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites rapides et efficaces, conduisant à des sanctions proportionnées et dissuasives ;
- à faire plein usage des mesures existant pour protéger les victimes, les témoins de la traite et les ONG assistant les victimes afin de leur assurer une protection appropriée contre les représailles et les intimidations.

1. Recommande au Gouvernement de l'Azerbaïdjan de mettre en œuvre les propositions du GRETA énoncées à l'Annexe I de son rapport sur la mise en œuvre de la Convention par l'Azerbaïdjan (voir addendum) ;

2. Demande au Gouvernement de l'Azerbaïdjan d'informer le Comité des Parties des mesures prises pour se conformer à cette recommandation d'ici au 7 juillet 2016 ;

3. Invite le Gouvernement de l'Azerbaïdjan à poursuivre le dialogue permanent et la coopération avec le GRETA et à tenir le GRETA informé des mesures prises en réponse à ses propositions.

Addendum

Liste de propositions du GRETA concernant la mise en œuvre de la Convention par l'Azerbaïdjan

Définition de « traite des êtres humains »

1. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient continuer informer l'ensemble des membres des forces de l'ordre, des procureurs et des juges que la traite interne est couverte par l'article 144-1 du code pénal.

Approche globale et coordination

2. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient reconnaître le phénomène de la traite aux fins d'exploitation par le travail et adapter leurs mesures d'ordre politique comme pratique à la nouvelle situation de l'Azerbaïdjan.

3. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à prendre d'autres mesures pour inscrire l'action nationale de lutte contre la traite dans une approche globale. Elles devraient notamment :

- améliorer la coordination des activités des organes publics et de la société civile participant à la mise en œuvre des mesures anti-traite au niveau régional et national ;
- associer davantage les ONG, les syndicats et d'autres membres de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de lutte contre la traite, notamment à l'évaluation des efforts de lutte contre la traite ;
- renforcer l'approche interinstitutionnelle et multidisciplinaire de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures de prévention et d'assistance, en y associant davantage les acteurs ayant un profil plus social que répressif ;
- intensifier leur action de prévention et de lutte contre la traite aux fins d'exploitation par le travail, en particulier dans les secteurs à risque comme ceux du bâtiment, de l'agriculture et du travail domestique.

4. En outre, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient instaurer une évaluation indépendante de la mise en œuvre du plan d'action national de lutte contre la traite, afin de mesurer l'impact des actions menées et de planifier les futures mesures et politiques de lutte contre la traite. Le GRETA invite aussi les autorités azerbaïdjanaises à envisager de créer un poste de rapporteur national indépendant ou désigner tout autre mécanisme pour le suivi des activités anti-traite menées par les institutions de l'État (voir article 29, paragraphe 4, de la Convention et paragraphe 298 du rapport explicatif).

Formation des professionnels concernés

5. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à prendre des mesures supplémentaires pour que les professionnels concernés, notamment les policiers, les procureurs et les juges, connaissent mieux le caractère complexe de la traite et les droits des victimes et y soient davantage sensibilisés. Les futurs programmes de formation devraient être conçus de manière à ce que ces professionnels puissent améliorer les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour identifier, assister et protéger les victimes de la traite, faciliter l'indemnisation des victimes et faire condamner les trafiquants. Il faudrait adapter les programmes de formation au rôle spécifique joué par chaque groupe de professionnels dans la lutte contre la traite. Il conviendrait d'accorder une attention particulière à la traite aux fins d'exploitation par le travail.

Collecte de données et recherches

6. Le GRETA considère que, aux fins de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation des politiques anti-traite, les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts visant à développer et gérer un système statistique complet et cohérent sur la traite des êtres humains, en recueillant des données statistiques fiables auprès de tous les acteurs principaux et en permettant la ventilation de ces données (en fonction du sexe, de l'âge, du type d'exploitation, du pays d'origine et/ou de destination, etc.). La mise en place de ce système devrait s'accompagner de toutes les mesures nécessaires au respect du droit des personnes concernées à la protection des données à caractère personnel, y compris lorsque des ONG travaillant avec des victimes de la traite sont invitées à fournir des informations pour alimenter la base de données nationale.

7. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient mener et encourager des recherches sur les questions liées à la traite, l'objectif étant que les résultats de ces recherches aident les pouvoirs publics à évaluer les actions déjà menées et à concevoir les futures mesures de lutte contre la traite. Parmi les domaines dans lesquels des recherches sont nécessaires pour mieux cerner l'ampleur du phénomène figurent la traite aux fins d'exploitation par le travail, la traite des enfants, la traite aux fins de prélèvement d'organes et la traite interne (c'est-à-dire en Azerbaïdjan).

Coopération internationale

8. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient davantage développer la coopération internationale dans le domaine pénal, notamment par la conclusion d'accords sur des enquêtes parallèles et/ou la mise en place d'équipes communes d'enquête pour les infractions de traite. En outre, les autorités azerbaïdjanaises devraient viser à supprimer les difficultés actuelles dans la coopération internationale avec des pays de destination des victimes de la traite.

Actions de sensibilisation

9. Tout en saluant les initiatives de sensibilisation prises ou soutenues par le gouvernement, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient concevoir les futures actions de sensibilisation en tenant compte des résultats de l'évaluation de l'impact des actions et des recherches menées. Des campagnes de sensibilisation, des cours dans les établissements scolaires et des formations à l'intention des professionnels concernés devraient viser à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes et à éradiquer la violence fondée sur le genre et la stigmatisation des victimes de la traite. En outre, il faudrait mener plus des campagnes d'information pour les migrants résidant en Azerbaïdjan, notamment les travailleurs migrants, afin de les informer sur leurs droits et sur le danger de la traite pratiquée aux fins de travail forcé ou d'exploitation sexuelle.

10. Le GRETA invite aussi les autorités azerbaïdjanaises à contribuer à des actions de sensibilisation et de prévention dans les principaux pays d'origine des victimes amenées en Azerbaïdjan, en coopération avec ces pays, afin d'alerter les victimes potentielles des risques liés à la traite.

Mesures destinées à décourager la demande

11. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leurs efforts pour décourager la demande de services fournis par des victimes de la traite, toutes formes d'exploitation confondues, en mettant l'accent sur l'exploitation par le travail, en partenariat avec le secteur privé et la société civile.

12. Le GRETA invite aussi les autorités azerbaïdjanaises à envisager d'ériger en infraction pénale le fait d'utiliser des services faisant l'objet d'une exploitation en sachant que la personne concernée est victime de la traite.

Initiatives sociales, économiques et autres à l'intention des groupes vulnérables à la traite

13. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à veiller à ce que tous les enfants soient déclarés à l'état civil dès leur naissance, fournir les documents appropriés aux personnes qui sont apatrides ou vivent en Azerbaïdjan sans document officiel et faire en sorte que tous les membres de groupes vulnérables soient déclarés aux services sociaux, à titre de mesure préventive mais également pour éviter qu'ils soient de nouveau soumis à la traite.

14. Par ailleurs, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient :
- prendre des mesures supplémentaires pour identifier les personnes et les groupes vulnérables à la traite et lutter contre leur vulnérabilité en adoptant des initiatives ciblées, sociales, économiques et autres ;
 - intensifier leurs efforts pour s'attaquer aux causes profondes de la traite aux fins d'exploitation sexuelle, parmi lesquelles figurent les stéréotypes et les préjugés à l'encontre des femmes, la violence domestique et la violence à l'égard des femmes ;
 - prendre des mesures pour favoriser l'autonomie des travailleurs migrants qui sont déjà sur le territoire azerbaïdjanais en leur fournissant les documents pertinents, en les informant sur leurs droits et en facilitant leur accès à un recours juridique en cas de violation de leurs droits.

Mesures aux frontières destinées à prévenir la traite et mesures en faveur des voies légales de migration

15. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient intensifier leurs efforts visant à :

- détecter les cas de traite et identifier des victimes de la traite lors des contrôles aux frontières et des contrôles liés aux migrations ;
- dispenser aux employés du Service national des migrations, du Service national des frontières et de la Commission douanière nationale une formation visant à renforcer leur capacité à détecter les cas de traite et identifier les victimes de la traite de manière proactive. Lors de ces formations, il faudrait insister sur la différence entre traite des êtres humains et trafic illicite de migrants ;
- revoir le système d'accréditation des agences de recrutement.

16. En outre, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts visant à fournir des informations écrites aux ressortissants étrangers envisageant de se rendre en Azerbaïdjan, dans une langue qu'ils peuvent comprendre, afin de les mettre en garde contre les risques de traite, de les renseigner sur les services auxquels ils peuvent s'adresser pour obtenir de l'aide et des conseils, et de leur faire connaître leurs droits..

Identification des victimes de la traite des êtres humains

17. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à :
- veiller à ce que la mise en œuvre des règles applicables aux indicateurs et des règles applicables au mécanisme d'orientation national utilisées pour l'identification des victimes de la traite soit dûment surveillée et évaluée ;
 - renforcer le mécanisme national d'orientation et le caractère multidisciplinaire de l'identification des victimes, en définissant officiellement le rôle et la contribution des ONG spécialisées et en associant à l'identification d'autres acteurs compétents, tels que le personnel médical ;
 - veiller à ce que, dans la pratique, l'identification soit dissociée de la coopération à l'enquête de la victime présumée ;

- renforcer les efforts visant à identifier de manière proactive les victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail, en particulier parmi les travailleurs étrangers et dans les secteurs où le risque de traite est le plus élevé, tels que le bâtiment, l'agriculture et le travail domestique, en y associant tous les acteurs concernés, tels que les inspecteurs du travail et les syndicats ;
- revoir le mandat de l'Inspection du travail afin que ses membres puissent inspecter d'autres lieux de travail que ceux des entreprises déclarées (par exemple, les domiciles où sont employés des travailleurs domestiques) afin d'identifier effectivement les victimes de la traite ;
- améliorer la détection et l'identification des victimes de la traite parmi les migrants en situation irrégulière au moyen d'une approche proactive, ce qui suppose d'organiser régulièrement des formations sur la traite et sur les droits des victimes pour les membres des services de l'immigration, des frontières et des douanes, et notamment pour le personnel du centre où sont retenus les migrants en situation irrégulière ;
- améliorer la détection et l'identification des enfants victimes de la traite, notamment en créant un mécanisme d'identification spécifique qui tienne compte de la situation et des besoins particuliers des enfants victimes de la traite, qui reçoive le concours de spécialistes de l'enfance et qui fasse de l'intérêt supérieur de l'enfant la considération primordiale ;
- renforcer les efforts visant à identifier de manière proactive les hommes victimes de la traite et les victimes de la traite interne (c'est-à-dire pratiquée en Azerbaïdjan).

Assistance aux victimes

18. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leurs efforts destinés à apporter une assistance aux victimes de la traite, et notamment à :

- veiller à ce que les besoins des victimes et des victimes potentielles de la traite soient pris en compte partout en Azerbaïdjan. Il faudrait en particulier garantir un hébergement d'urgence sûr aux victimes de la traite qui ne souhaitent pas, ou ne peuvent pas, coopérer avec les services de détection et de répression et aux victimes potentielles de la traite avant leur identification officielle ;
- veiller à ce que les mesures d'assistance prévues par la législation ne dépendent pas en pratique de la volonté des victimes de coopérer avec les services de détection et de répression ;
- doter le Centre d'assistance aux victimes de la traite de toutes les ressources humaines et financières dont il a besoin pour remplir sa mission.

19. Par ailleurs, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts visant à faciliter la réinsertion sociale des victimes de la traite et à éviter qu'elles soient de nouveau soumises à la traite, en leur donnant accès à l'éducation, à la formation professionnelle et au marché du travail.

Délai de rétablissement et de réflexion

20. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient prendre des mesures supplémentaires pour faire en sorte que tous les acteurs concernés, en particulier les membres de l'unité de police spécialisée, les procureurs, les juges, les avocats, les inspecteurs du travail et le personnel des foyers, connaissent l'existence du délai de rétablissement et de réflexion.

21. En outre, le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à veiller à ce que les victimes et les victimes potentielles de la traite soient systématiquement informées de la possibilité de bénéficier d'un délai de rétablissement et de réflexion et à ce que ce délai leur soit effectivement accordé.

Permis de séjour

22. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient clarifier la législation concernant la possibilité des victimes de la traite d'obtenir un permis de séjour temporaire en Azerbaïdjan, notamment lorsqu'elles ne sont pas en mesure de coopérer avec les autorités.

Indemnisation et recours

23. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à informer toutes les victimes de la traite des possibilités d'obtenir une indemnisation et à veiller à ce qu'elles aient effectivement accès à une indemnisation par les trafiquants et/ou par l'État, notamment en garantissant leur accès effectif à une assistance juridique. Dans ce contexte, le GRETA souligne l'importance de garantir le financement du Fonds d'assistance.

Rapatriement et retour des victimes

24. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient continuer à développer le cadre institutionnel et procédural applicable au rapatriement et au retour des victimes de la traite, en veillant à ce qu'il tienne dûment compte de leurs droits et de leur besoin de sécurité, de dignité et de protection. Il conviendrait de s'assurer tout particulièrement que les risques ont été évalués de manière appropriée avant leur retour conformément aux obligations de l'État liées au principe de non-refoulement et que le retour des enfants n'est pas contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant.

Droit pénal matériel

25. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient examiner les raisons pour lesquelles aucune personne morale n'a encore été poursuivie pour des faits liés à la traite et prendre, sur cette base, les mesures nécessaires pour que la responsabilité des personnes morales puisse être engagée en pratique.

Non-sanction des victimes de la traite

26. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient prendre des mesures pour évaluer l'application, par les autorités judiciaires et les autres autorités compétentes, de l'article 26 de la Convention, qui concerne la possibilité de ne pas sanctionner les victimes de la traite pour avoir pris part à des activités illicites lorsqu'elles y ont été contraintes.

Enquêtes, poursuites et droit procédural

27. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leurs efforts visant à garantir que les infractions relatives à la traite, quelle que soit la forme d'exploitation concernée, fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites proactives, rapides et effectives, conduisant à des sanctions proportionnées et dissuasives.

28. De plus, le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à continuer de renforcer la spécialisation et la formation des juges, procureurs, enquêteurs et avocats concernant la gravité de la traite, les lourdes conséquences de l'exploitation sur les victimes et la nécessité de respecter les droits des victimes de la traite.

29. Le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à diffuser, à l'intention des procureurs et des juges, des lignes directrices portant spécifiquement sur la traite et expliquant le phénomène de la traite, en particulier de la traite aux fins d'exploitation par le travail, les droits des victimes et la disposition de non-sanction.

Protection des victimes et des témoins

30. Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à tirer pleinement parti de toutes les mesures disponibles visant à protéger les victimes de la traite, les témoins et les ONG qui aident les victimes et visant à éviter qu'ils ne fassent l'objet de représailles et d'intimidations pendant l'enquête, ainsi que pendant et après la procédure judiciaire. Il convient d'accorder une attention particulière au système actuel de protection des enfants victimes et témoins de la traite, notamment en améliorant les procédures suivies pour les interroger pendant l'enquête et lors des audiences.